

Coopération transfrontalière

RHIN SUPÉRIEUR / CONFÉRENCE TRIPARTITE

Une position commune sur les centrales nucléaires

Le comité directeur de la Conférence du Rhin supérieur qui réunit les représentants institutionnels des pays riverains, France, Allemagne, Suisse, s'est tenu hier matin au conseil général du Bas-Rhin, sous la présidence du préfet de région Pierre-Etienne Bisch. C'est la France qui assure pour un an la présidence tournante.

L'un des grands chantiers de l'année sera la fluidification du marché du travail. Pour des raisons démographiques notamment, le Bade-Wurtemberg et la Suisse du nord-ouest vont manquer de main-d'œuvre alors que l'Alsace a encore des disponibilités. Le problème, soulignent aussi bien Pierre-Etienne Bisch que Urs Wüthrich-Pelloli, conseil d'État du canton de Bâle Campagne et Rudolf Kühner, Regierungspräsident de Karlsruhe, est la maîtrise de la langue allemande, le nombre de scolaires français qui la choisissent est plutôt décroissant. « C'est en train de devenir une difficulté structurelle », selon le pré-

fet. Du pain sur la planche pour la Conférence.

Les représentants des trois pays se sont accordés aussi sur une position commune face au nucléaire civil et aux centrales en activité dans les trois pays. On attend les résultats des stress tests commandés par l'Union européenne après Fukushima et on verra « quelle est la situation dans le bassin rhénan. S'il peut être remédié aux faiblesses constatées dans certaines centrales, ce sera fait. Sinon, l'hypothèse de la fermeture de la centrale en question peut être envisagée ».

La demande de Charles Buttner, président du conseil général du Haut-Rhin, de commissions locales d'information et de surveillance en Allemagne et en Suisse, à l'instar de celle qui existe pour Fessenheim, sera étudiée. Mais une commission transfrontalière, avec des experts des trois pays, paraît « plus aventureuse » à M. Bisch car le nucléaire relève de la compétence de chaque État.

C.K.

L'Alsace

Rhin supérieur Comment « fluidifier » le marché du travail ?

Présidée en 2011 par le préfet Pierre-Étienne Bisch, la conférence tripartite du Rhin supérieur se saisit de tout sujet qui concerne l'espace du Rhin supérieur. Et charge des groupes de travail, avec des experts, de faire de propositions.

Les représentants de l'État français et des collectivités territoriales alsaciennes, du Bade-Wurtemberg et de la Rhénanie Palatinat, et des cantons de Suisse se sont retrouvés hier, à l'Hôtel du Département à Strasbourg. « *Les trois délégations portent une importance majeure à la question de la fluidité du marché du travail* », a relevé le préfet Bisch, à l'issue de la réunion, en évoquant ce qui constitue un des paradoxes du Rhin supérieur. Si en France, y compris en Alsace, le nombre de demandeurs d'emploi reste préoccupant, le Pays de Bade, tout comme les cantons de Bâle, ont besoin de main-d'œuvre pour « *répondre au dynamisme de leur économie* ».

Moins de germanophones

« *Nous avons demandé aux spécialistes d'examiner tous les facteurs qui peuvent entraver le travail transfrontalier* », a indiqué Pierre-Étienne Bisch, en citant un frein qui est identifié, à savoir une moindre pratique de l'allemand que par le passé. « *Le nombre de scolaires qui apprennent l'allemand est décroissant. Pour être chef d'équipe ou de laboratoire, on ne s'en sortira pas en apprenant l'anglais* », a déploré le préfet.

Le représentant du Land de Rhénanie-Palatinat, le Dr Kühner, a rappelé les besoins en main-d'œuvre des régions voi-

sines de l'Alsace, leur courbe démographique étant moins favorable. Une des pistes est de pousser les doubles cursus. « *Il faut développer l'apprentissage et les formations trinationales* », a renchéri le conseiller d'État de Bâle-campagne, Urs Wüthrich-Pelloli.

En attendant les stress-tests

Après un point sur l'environnement, les participants ont évoqué l'avenir des réacteurs nucléaires du Rhin supérieur — dont, outre ceux de Fessenheim, six allemands et cinq suisses. Le préfet de région Alsace a rappelé que l'Union européenne a prévu une série de « *stress-tests* » sur les centrales européennes pour connaître la réaction des réacteurs dans des situations extrêmes.

« *Nous attendrons les conclusions pour voir s'il peut être remédié, le cas échéant, à des faiblesses qui auraient été identifiées ou s'il faut envisager la fermeture du site* », a-t-il indiqué. Ses partenaires ont rappelé qu'un moratoire a été décrété en Allemagne, et que la Suisse vient de décider de ne pas remplacer les centrales actuelles (L'Alsace de jeudi).

Le président du conseil général du Haut-Rhin, Charles Buttner, a proposé de créer « *une commission d'information à l'échelle du Rhin supérieur, avec des experts de chaque pays* », à l'image de celle qui existe à Fessenheim. Un groupe de travail a été créé sur ce sujet. Mais le préfet a observé qu'il s'agit là d'une compétence nationale des trois pays. Prochaine réunion de la conférence tripartite en octobre, à Colmar.

Y. B.



Côté français, le préfet Bisch, Sandrine Godfroid, secrétaire générale aux Affaires régionales, les présidents Guy-Dominique Kennel et Charles Buttner.
Photo Jean-Luc Stadler

Badische Zeitung 30.5.2011

Länder am Oberrhein für AKW-Gremium

Konferenz für mehr Sicherheit.

STRASSBURG (bnü). Eine grenzüberschreitende Atomüberwachungskommission hatte der Generalrat des Südensass (Haut-Rhin) vor wenigen Wochen gefordert. Jetzt haben sich die Verwaltungsspitzen aus Baden, dem Elsass und der Nordwestschweiz in einer Sitzung der Oberrheinkonferenz am Freitag in Straßburg positiv zu diesem Punkt geäußert. Allerdings besitzt die Oberrheinkonferenz in dieser Sache keine Entscheidungskompetenz.

Das Thema Arbeitsmarkt wurde als zweiter Themenkomplex zwischen den Vertretern der drei Länder diskutiert. Er soll in alle Richtungen durchlässiger werden, um unterschiedliche nationale Entwicklungen aufzufangen. "Durch die demografische Entwicklung in Deutschland", sagte der Karlsruher Regierungspräsident Rudolf Kühner, "wird der Druck auf den deutschen Arbeitsmarkt langfristig sogar zunehmen." Noch mehr grenzüberschreitende Ausbildung soll Abhilfe schaffen. Auf elsässischer Seite hapert es für den Schritt über die Grenze, wie man weiß, an den Deutschkenntnissen.